

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'EXPOSITION
TEMPORAIRE INTITULÉE
« *LES ENERGIES DE LA TERRE* » AU MUSEE NATIONAL
ADRIEN DUBOUCHE A LIMOGES**

NUMERO : 2025-MAPA-19 (RELANCE)

* * *

**Règlement de la Consultation
(RC)**

* * *

**Date et heure limites de réception dès:
Vendredi 1^{er} août 2025 à 12 heures**

RÉPONSE ÉLECTRONIQUE OBLIGATOIRE

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Objet du marché :

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'EXPOSITION TEMPORAIRE INTITULÉE
« LES ENERGIES DE LA TERRE » AU MUSEE NATIONAL ADRIEN DUBOUCHE
A LIMOGES**

Pouvoir adjudicateur :

Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché –
Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de
recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay
(Etablissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national)
1 rue Barbier du Mets
75013 Paris
SIRET : 939 106 274 00011

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur le directeur délégué à l'administration de l'établissement public Manufactures
nationales – Sèvres et Mobilier national

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou aux cessions de créances :

L'agent comptable de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier
national

Ordonnateur :

Monsieur le directeur délégué à l'administration de l'établissement public Manufactures
nationales – Sèvres et Mobilier national

Comptable public assignataire des paiements :

L'agent comptable de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier
national

Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte en application des articles L.2123-1 1° et R.2123-1 1° du code de la
commande publique.

ARTICLE 1^{er} - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, ci-après désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national », « le pouvoir adjudicateur » ou « l'acheteur ».

1.2. Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l'excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d'art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de Seine (Sèvres), dans l'Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l'Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l'Oise (Beauvais).

1.3. Objet du marché

Le présent marché a pour objet les travaux d'aménagement de l'exposition temporaire intitulée « *Les énergies de la terre* », présentée au musée national Adrien Dubouché à Limoges du 10 décembre 2025 au 6 avril 2026 (vernissage le 9 décembre 2025).

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à tous les lots (CCTP) ainsi que ses annexes, joints au dossier de consultation des entreprises, décrivent les prestations à réaliser, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

Lieu d'exécution : Limoges (87000)

1.4. Allotissement

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent marché est décomposé en trois lots juridiques distincts, à savoir :

<i>Numéro du lot</i>	<i>Intitulé du lot</i>
1	Agencement
2	Signalétique
3	Soclage

Les candidats ont la possibilité de répondre à un ou plusieurs lots ; chaque lot constitue un marché unique. Les candidats devront présenter une offre de prix distincte pour chaque lot auxquels ils soumissionnent. Les candidats ne peuvent présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

1.5. Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'un marché ordinaire.

1.6. Durée du marché – Reconduction(s) – Délai(s) d'exécution

Chaque lot est conclu à compter de sa date de notification au titulaire et prendra fin à l'issue du démontage complet des installations et la réception sans réserve de ces travaux.

Le présent marché ne sera pas reconduit.

Le calendrier prévisionnel d'exécution est stipulé dans le CCTP. Le calendrier définitif d'exécution sera arrêté et notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur lors de la réunion de lancement du marché.

1.7. Nomenclature communautaire (CPV)

Code CPV principal : 92521100-0 Services d'exposition dans les musées

Codes CPV secondaires

<i>N° du lot</i>	<i>Code CPV</i>
1	45421000-4 Travaux de menuiserie 45442100-8 Travaux de peinture
2	79800000-2 Services d'impression et services connexes
3	92521210-4 Services de conservation des objets exposés

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure de passation

La présente consultation est passée suite à la déclaration sans suite pour motif d'intérêt général de la procédure initiale.

Elle est passée sous la même forme que la procédure initiale, selon une **procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation**.

Toutefois, conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

S'il décide de négocier, le pouvoir adjudicateur mènera la négociation avec tous les candidats ayant remis une offre.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur éliminera les offres inappropriées, et décidera s'il admet ou non à la négociation les candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables, dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres.

Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres. Elles ne pourront porter sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques ou les conditions d'exécution du marché public.

Dans le respect de l'égalité de traitement des candidats, la négociation s'organise par échanges écrits (courrier électronique via le profil d'acheteur) ou réunion de négociation dans les locaux du pouvoir adjudicateur, ou en visio. Les candidats devront répondre aux négociations dans les conditions de forme et de délais qui seront précisées par le pouvoir adjudicateur.

Toute évolution technique ou financière d'une offre intervenant en cours de négociation a une valeur contractuelle. A l'issue de la négociation, toute modification financière d'une offre sera formalisée par la rédaction d'un nouvel acte d'engagement.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur aura admis à la négociation les offres irrégulières ou inacceptables, il devra, à l'issue des négociations, rejeter, sans les classer, les offres qui demeureraient irrégulières ou inacceptables. Le pouvoir adjudicateur pourra cependant autoriser les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

S'agissant des offres remises après négociation ou, à défaut de nouvelles propositions, des premières offres, le délai de validité des offres est apprécié à compter de la date de remise des offres définitives.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation conformément aux articles R.2185-1 et R.2185-2 du code de la commande publique.

2.2. Variantes

2.2.1 Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Sans objet.

2.2.2 Variante à l'initiative des soumissionnaires

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter des variantes à leur initiative.

2.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

2.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres initiales, éventuellement reportée dans les conditions mentionnées à l'article 3.3 ci-après, ou, en cas de négociation, des offres finales.

2.5. Visite facultative du site – pour tous les lots

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats qui souhaitent soumissionner aux lots 1, 2 et 3 peuvent visiter le lieu d'exécution des prestations. La participation à cette visite n'est pas obligatoire et ne constitue pas une condition de validité de l'offre. Néanmoins, il est **fortement recommandé** aux candidats d'y participer afin d'appréhender au mieux les spécificités du site.

Les candidats disposeront de 1h30 au maximum pour effectuer la visite.

Un certificat de visite sera obligatoirement signé en double exemplaire par le représentant de l'acheteur chargé de faire la visite et par le candidat.

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées et elles sont individuelles.

Les visites seront organisées sur rendez-vous, sollicités par mail à l'adresse suivante : jean-charles.hameau@limogesciteceramique.fr

Durant la visite, les candidats veilleront à respecter les modalités suivantes :

- Les échanges entre le ou les représentants des candidats, et le ou les représentants de l'acheteur, seront limités à la seule prise de connaissance du site.
- Absence de signe distinctif de l'identité de l'entreprise candidate, sur les véhicules, et sur les visiteurs ;
- **Les candidats ne seront pas autorisés à poser des questions au cours de la visite du site. Toute demande de renseignements complémentaires devra être transmise selon les modalités exposées à l'article 8 ci-après.**

Les candidats ne pourront élever aucune réclamation ni former aucune demande d'indemnisation ultérieure sur une méconnaissance alléguée des lieux et des contraintes techniques que les prestations comportent.

2.6. Forme juridique en cas de groupement

Le marché pourra être attribué à une entreprise unique ou à un groupement d'entreprises.

En cas de constitution d'un groupement, il ne sera exigé aucune forme particulière au groupement attributaire. Cependant, dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

Conformément à l'article R.2142-21 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements pour ce marché. Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public (article R.2142-4 du code de la commande publique).

Le pouvoir adjudicateur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

2.7. Sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le formulaire DC4 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles du marché doivent être effectuées directement par le titulaire.

2.8 Exclusions de plein droit

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai les Manufactures nationales qui l'excluent pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande des Manufactures nationales, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, les Manufactures nationales exigent son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure. Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. À défaut, le candidat est exclu de la procédure.

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

2.8. Conditions particulières d'exécution

Il est fait application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Par ailleurs, aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R.2113-7 et R.2113-8 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

3.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- le présent Règlement de la Consultation (RC) commun à tous les lots ;
- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
- l'Annexe n°1 à l'Acte d'engagement : la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot ;
- l'Annexe n°2 à l'Acte d'engagement : La déclaration de sous-traitance et agrément des conditions de paiement (le cas échéant) (à télécharger ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), commun à tous les lots ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), commun à tous les lots, et ses 10 annexes :
 - 01_Lots 1-2-3_Dossier graphique
 - 02_Lot 1. Dossier technique Agencement
 - 03_Lot1. Eclairage-électricité
 - 04_Lot 2_Dossier signalétique
 - 05_Lot 3_Dossier soclage

- 06_Lot 3_Liste soclage-rotations
 - 07_Liste d'œuvres pour information
 - 08_Plans des salles
 - 09_Description locaux
 - 10_Planning général prévisionnel
- le Cadre de réponse technique ;
- le Certificat de visite.

Les candidats n'ont pas la possibilité d'apporter de modifications au DCE.

Lors de leur étude, les candidats se doivent de signaler au pouvoir adjudicateur toute erreur, omission, imprécision contradictoire ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le DCE. En conséquence, ils ne pourront ni refuser d'exécuter les prestations, objet du présent marché, ni réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit à leur profit. Il appartient également aux candidats de vérifier la composition du DCE. Aucune réclamation ou prorogation du délai de remise des offres ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

3.2. Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le DCE est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique. Les candidats ont la possibilité de télécharger gratuitement le DCE, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis de marché via le site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou winrar par exemple),
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader),
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...),
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...).

Lors du téléchargement du DCE, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est

recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

3.3. Modification du dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter **au plus tard jusqu'au vendredi 25 juillet 2025** des modifications au DCE. Les candidats devront alors répondre sur la base du DCE modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée du même nombre de jours.

ARTICLE 4 - CONTENU DES PLIS

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature ou de l'offre par les candidats sont établis en langue française. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

4.1. Pièces relatives à la candidature

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME de la plateforme PLACE.
- Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 :

1/ Le formulaire DC1, dûment complété, valant lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants. En cas de candidature groupée, l'ensemble des membres du groupement soumet un formulaire DC1 unique.

2/ Le formulaire DC2, dûment complété, valant déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement soumet un formulaire DC2 séparément.

3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :

- *Aptitude à exercer l'activité professionnelle* : Sans objet.

- *Capacité économique et financière* :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Le candidat pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est

objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité économique et financière.

- *Capacités techniques et professionnelles* :

- Une liste des principaux travaux effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché.
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

En cas de groupement, ces éléments sont à fournir par chaque membre du groupement.

4.2. Pièces relatives à l'offre

L'offre doit être conforme aux documents constitutifs du DCE. Les documents ne peuvent être modifiés ou faire l'objet de réserves sous peine de rendre l'offre irrégulière.

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- l'**Acte d'Engagement (AE)**, dûment complété, et ses annexes :
 - la **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)**, propre à chaque lot, dûment complétée (annexe 1) ;
 - le cas échéant, le ou les **actes spéciaux de sous-traitance**, dûment complétés, datés, et signés (annexe 2) ;
- le **Cadre de réponse technique** dûment complété ;
- le **Certificat de visite** dûment complété.

Le CCAP, le CCTP et leurs annexes, ainsi les autres documents remis par le pouvoir adjudicateur mentionnés à l'article 3.1 ci-avant, à l'exception de ceux visés ci-dessus, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

ARTICLE 5 - APPRÉCIATION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Sont tout d'abord écartés, sans être ouverts, les plis arrivés hors délais.

5.1. Appréciation des candidatures

En application de l'article **R2161-4 du Code de la commande publique**, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après l'analyse et le classement des offres.

L'appréciation des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, il peut décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous, en application des dispositions de l'article R 2144-3 du Code de la commande publique.

Les candidatures qui ne seront pas recevables ou qui ne présenteraient pas de capacités professionnelles et techniques et/ou de capacités économiques et financières suffisantes, ne seront pas admises par le pouvoir adjudicateur.

5.2. Jugement des offres

Pour chaque lot, le jugement des offres sera effectué sur la base des critères ci-dessous, indiqués avec leur pondération. Les Manufactures nationales retiendront l'offre économiquement la plus avantageuse présentant le meilleur rapport qualité-prix.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable, au sens des articles L2152-2 et L2152-3 du code de la commande publique pourra être régularisée pendant la négociation. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Toutefois, dans le cas où ces offres demeurent irrégulières ou inacceptables, celles-ci seront éliminées sans être classées.

Toute offre inappropriée au sens de l'article L2152-4 du même code, sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Conformément aux articles R2152-3 à R2153-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Critères et sous-critères	Pondération (sur 100 points)
Critère 1 : Qualités techniques de l'offre <i>Analysées sur la base du cadre de réponse technique remis par le candidat</i>	60/100 points

1.1 Méthodologie de l'entreprise pour réaliser les prestations (point 1 du cadre de réponse technique)	25/60 points
1.2 Equipe affectée à la réalisation des prestations (point 2 du cadre de réponse technique)	25/60 points
1.3 Qualité et cohérence du calendrier prévisionnel d'exécution proposé (point 3 du cadre de réponse technique)	10/60 points
Critère 2 : Prix de l'offre <i>Analysé sur la base de DPGF remise par les candidats</i>	40/100 points

Méthode de notation utilisée pour la notation du critère 1 :

Le pouvoir adjudicateur attribuera aux offres une note selon le barème ci-dessous :

Barème	
Excellent	100% de la note
Satisfaisant	75% de la note
Moyen	50% de la note
Peu satisfaisant	25% de la note
Insatisfaisant	0% de la note

Méthode de calcul utilisée pour la notation du critère 2 :

La formule de calcul utilisée pour la notation du critère 2 est la suivante :

Note de l'offre = **(Montant total TTC de la DPGF de l'offre moins-disante* 40) / Montant total TTC de la DPGF de l'offre à noter)**

- Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

- Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à noter.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

6.1. Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira, dans les meilleurs délais à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, les pièces suivantes (documents à fournir par chaque cotraitant/sous-traitant) :

- Une attestation de déclarations et de paiement délivrée par l'organisme social compétent de moins de six (6) mois (sur le site de l'URSSAF www.urssaf.fr, ou autre) ;

- Les attestations de régularité fiscale et certificats fiscaux valables au 31 décembre de l'année N-1 ou documents équivalents en cas de candidat étranger ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile ;
- Un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.
- En cas de groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Le candidat établi à l'étranger produit des certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Il est conseillé aux candidats qui ne disposeraient pas déjà de ces pièces, de se rapprocher au plus tôt des administrations et autorités compétentes.

Signature de l'acte d'engagement :

Le marché ne pourra être notifié que si l'attributaire produit dans le délai imparti l'acte d'engagement en original daté et signé.

6.2. Signature électronique des documents

La signature électronique des offres n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

6.3. Mise au point

Le pouvoir adjudicateur et l'attributaire peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

6.4. Notification de la décision

La notification aux candidats du rejet de leur offre se fera par transmission électronique par l'intermédiaire du profil d'acheteur. Les candidats doivent donc veiller à fournir une adresse e-mail valide lors du téléchargement du DCE.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Les conditions de remise des plis, comprenant la candidature et l'offre, qui suivent s'imposent aux candidats.

Les plis seront remis par voie électronique via le profil d'acheteur : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « *guide utilisateur* » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement

informatique. Ils disposent également sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme.

7.1. Conditions de la dématérialisation

Les plis devront être transmis avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de consultation. Les plis parvenus après cette date et heure limites seront éliminés sans avoir été ouverts.

Si le candidat adresse plusieurs plis différents, seul le dernier pli reçu avant la date limite de remise des candidatures et des offres sera retenu.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png, et .html.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les .exe, .com, .scr, etc.
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ou les ActiveX, Applets, scripts, etc.
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité du pli. Si un virus est détecté, le pli sera réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en sera informé.

7.2. Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le candidat reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation du profil d'acheteur susmentionné, et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du candidat à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la

remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique du profil d'acheteur.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Le candidat devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi. Le candidat doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats pourront poser des questions **au plus tard le mercredi 23 juillet 2025 en adressant une demande écrite via la PLACE**, sous la référence de la consultation en cause, à l'adresse suivante, rubrique « **poser une question** » : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. **Aucune question que ce soit par courrier, par télécopie, par téléphone ou par messagerie autre que la PLACE ne sera prise en compte.**

Une réponse est alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le DCE, **au plus tard le vendredi 25 juillet 2025.**

Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr* ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Si la date limite fixée pour la réception des plis est décalée, une nouvelle date sera arrêtée par le pouvoir adjudicateur, en apportant une modification du présent article.

ARTICLE 9 – TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Les informations recueillies lors de la procédure et dans le cadre de l'exécution du marché font l'objet de traitements informatiques par le responsable de traitement du pouvoir adjudicateur. Elles sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes privées (nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire). Ces données ayant pour finalité d'assurer la passation et le suivi du présent marché et de permettre au pouvoir adjudicateur de s'affranchir de leurs obligations légales en matière de durée d'utilité administrative sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution du présent marché. Elles sont destinées exclusivement aux personnels du pouvoir adjudicateur et à ses éventuels prestataires.

ARTICLE 10 – PROCEDURES DE RECOURS

10.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy

75181 PARIS (France)
Tél : 01.44.59.44.00
Fax : 01.44.59.46.46
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

10.2 Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris
5 rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél : 01.82.52.42.72
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

10.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du CJA, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS (France)
Tél : 01.44.59.44.00
Fax : 01.44.59.46.46
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>